

Relations industrielles Industrial Relations



Sociologies du travail : quarante ans après sous la direction d'Amélie POUCHET, Paris : Éditions Elsevier, 2001, 384 p., ISBN 2-84299-275-X.

Philippe Bernoux

Volume 57, numéro 4, automne 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006910ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006910ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernoux, P. (2002). Compte rendu de [*Sociologies du travail : quarante ans après* sous la direction d'Amélie POUCHET, Paris : Éditions Elsevier, 2001, 384 p., ISBN 2-84299-275-X.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 57(4), 794-796. <https://doi.org/10.7202/006910ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

neo-Bismarckian thinking about state support and punishment by the state. Essentially, Beck's idea is an extension of Bismarck who gave Germany's working class an extremely rudimentary welfare state but harshly outlawed trade unions at the same time, preventing the development of a social-democratic welfare state such as the one constructed by British Labour governments between 1919 and 1933. At a theoretical level, Beck is somewhat in line with Foucault's *Discipline and Punishment* (1995). Foucault's idea that "you don't need to publicly behead people, you have prisons now" becomes Beck's "don't outlaw and imprison trade unionists, you have civil labour now." According to Beck, the regime of civil labour integrates trade unions and protest into the present system as "a kind of cross between Mother Teresa and Bill Gates."

In his final chapter, Beck sees three ideal types of active solidarity: family, paid employment, and transnational political economy as "community-bonding through the sharing of risks." However, he also states that "in developed modernity there is no natural community of neighbours, family or nation." Therefore, "civil labour must pull itself up out

of nothing by its own efforts." Occasionally, Beck's argument resembles Lockwood's (1964) "social" integration, a freely organized interested association among equals such as trade unions. However, Beck's main emphasis seems to be "system" integration, Lockwood's second category. According to Lockwood, system integration targets a top-down integration of social groups into the present system of domination. In Beck's idea of "civil labour," such groups are integrated in a capitalist society. In sharp contrast to German social philosopher Jürgen Habermas who sees potential for social protest among groups unaffected by system integration, Beck favours their self-administration under a state supported system called civil labour. Habermas emphasizes "Communicative Action" (1997) and protest potentials under social integration. Beck wants these groups to organize themselves into civil labour to "defuse protest potentials." Habermas sees emancipation from domination where Beck seeks self-subordination and integration into the present system nicely packaged and cleverly sold as "civil labour."

THOMAS KLIKAUER

University of Western Sydney

Sociologies du travail : quarante ans après

sous la direction d'Amélie POUCHET, Paris : Éditions Elsevier, 2001, 384 p., ISBN 2-84299-275-X.

Voilà un très bon livre : les problèmes de l'évolution de la sociologie du travail y sont répertoriés et traités par ceux qui ont vécu ces évolutions, et ils en tirent les leçons. Ce livre collectif n'est pas un assemblage de communications, mais une tentative réussie de synthèse sur les problèmes du travail dans les sociétés européennes et sur les débats auxquels ils ont donné lieu, synthèse qui s'appuie sur les publications des quarante années de la revue *Sociologie du travail*.

La réponse se construit en huit parties où se mêlent les champs traditionnels avec des thèmes transversaux comme la montée des initiatives locales, le contrat, la violence, les villes, etc. Ce type d'articulation permet d'englober la plupart des débats qui ont nourri la sociologie du travail et vers lesquels elle s'est élargie.

Historiquement, on est passé de l'idée de travail total, englobant toute la société, au questionnement sur la fin du

travail, puis sur le travail éclaté, et enfin sur le travail comme expérience sociale. De catégorie totale, définissant les rapports sociaux et l'ordre social, l'image s'est décomposée sous l'effet de la restructuration concurrentielle des économies nationales et sous l'effet de la soumission des marchés à des influences extérieures. La dérégulation (notion floue, qui devrait faire l'objet d'un travail de réflexion de la part des acteurs sociaux) s'est traduite non par la suppression de règles (d'autres les ont remplacées) mais par le renforcement de certains acteurs. Enfin un dernier chapitre traite de l'évolution du contrat de travail sous l'effet du chômage de masse. Différentes solutions ont été envisagées par les pays européens dont la sortie provisoire du marché du travail salarié à travers un congé sabbatique, qui pourrait courir sur plusieurs années. Il s'agit de repenser sérieusement une société qui jusqu'ici valorisait exclusivement le travail à temps plein et la relation d'emploi normalisée.

Les travaux sur les modèles productifs semblent indiquer que, loin du taylorisme et de son modèle rationalisateur, on irait vers un modèle basé sur la coopération, fondé sur une autre gestion des incertitudes. Mais beaucoup d'interrogations subsistent sur l'existence d'un modèle vraiment nouveau et, surtout, sur les conditions de l'adhésion des salariés. Pour y parvenir, il faudrait une profonde transformation du rapport salarial, de l'organisation du travail, et surtout l'intégration des institutions et de l'environnement dans une nouvelle approche de ces relations. L'évolution qui paraît se dessiner vers l'individuation, où l'individu se trouve seul face au pouvoir du management ainsi que face aux contraintes nouvelles du travail (relations, contrôle gestion, etc.), ne va guère dans le sens d'une adhésion. Pour parvenir à y voir clair, un retour aux analyses concrètes sur les lieux du travail serait bénéfique.

Dans le champ de l'action publique, on passe d'un état centralisateur et tout

puissant à un monde marqué par la pluralité des centres et l'hétérogénéité des fins. Il y a accord pour constater le déclin du rôle régalién de l'État, la recherche d'une conception plus partenariale où le contrat se substitue à la tutelle. Les nouveaux dispositifs donnent plus de place aux marchés, aux entreprises et aux contrats, mais supposent une légitimité politique du pilote. En Europe, les enjeux actuels sont la constitution d'acteurs collectifs ainsi que la démocratisation de l'UE.

L'emploi, considéré longtemps dans son seul lien au marché, tend à être reconnu dans sa dimension d'expression des rapports sociaux, comme un fait social qui structure d'autres faits sociaux, dont le travail. Il est reconnu comme une norme sociale, qui classe et hiérarchise les individus en fonction du statut de leur emploi. Le chômage structurel met en cause la légitimité de l'ordre social tout entier.

Dans le champ des relations professionnelles, on est passé du compromis keynésien à la troisième voie (Tony Blair), modèle économique fondé sur la multiplication des chances données à chacun, l'acquisition de connaissances, la responsabilisation, ainsi que sur la légitimité de la concurrence. La nouvelle orientation politique reposerait sur l'égalité des chances plutôt que l'égalité des revenus. « Le marché contre les relations professionnelles ? » cette image est en train de se faner, d'autres modes de régulation deviennent légitimes, le contrat se substituant au statut, l'accord des parties fondant la validité de la règle. Dans le modèle de la consultation, celui du secteur privé, la légitimité du dirigeant est centrale, et la représentation a pour objet de faire entendre le point de vue des parties. Dans le modèle de la négociation conventionnelle, c'est l'accord entre les parties qui fonde la légitimité et les acteurs participent directement à l'élaboration de la règle. Ce dernier modèle est davantage celui de la France, l'autre est plus de type anglo-saxon.

Malgré les évolutions récentes, comme le poids accru de la concurrence, la fin des frontières, la montée en puissance des actionnaires, entreprises et organisations demeurent bien des objets sociologiques. C'est le périmètre où s'affirme l'exercice effectif du contrôle et la régulation de l'activité. L'entreprise demeure une institution. L'histoire est là pour nous rappeler que l'entreprise que nous connaissons aujourd'hui n'est ni universelle, ni atemporelle, qu'elle a connu d'autres formes et d'autres caractéristiques, qu'elle est un espace des possibles ou d'autres solutions sont toujours faisables.

La prise en compte de la réalité technique a fini par transformer la vision du travail. De variable indépendante, la technique a été considérée dans son usage, voire comme objet d'appropriation, les ingénieurs et les techniciens sont devenus des objets d'étude, comme la notion de réseau. Le regard des sociologues s'est déplacé des rapports travail/techniques aux interrogations sur cette relation en l'élargissant aux métamorphoses actuelles des techniques.

Place, Space and the New Labour Internationalisms

edited by Peter WATERMAN and Jane WILLS, Oxford: Blackwell, 2001, 300 pp., ISBN 0-631-22983-3.

In the last decade, academic and political obsession with the "globalization of business" has served to obscure an important and related development—the revival of the theory and practice of labour internationalism. A flurry of recent literature even suggests that the collapse of Communism in 1989 and the simultaneous acceleration of neo-liberal globalization have helped create a new era of labour internationalism characterized by genuine solidarity and effective co-operation in both old and new forms.

This edited collection by Waterman and Wills is a timely and insightful contribution to the debate. Its main aims are to critically investigate the "new labour

Les conclusions du livre portent sur le travail des sociologues, les méthodes d'analyse des grands nombres et le devenir de la revue *Sociologie du travail*. Se rapprocher des sciences de la nature et analyser la fabrication des catégories d'analyse des grands nombres, des réseaux, permettrait d'enrichir le travail du sociologue. La revue a été capable d'évoluer dans des contextes changeants. La fidélité à cette histoire doit lui permettre de continuer.

Ce livre fait le tour des débats et des évolutions de la sociologie du travail dans ces quarante dernières années, vu à travers la Revue. Il y a manqué sans doute davantage de travaux de conceptualisation, ce que les auteurs admettent eux-mêmes, une insuffisance de comparaison internationale dans ce domaine des idées et un manque d'ouverture vers les autres disciplines que la sociologie. Reste que le livre fait très sérieusement le tour des principales questions et débats de sociologie, et c'est ce qu'on lui demandait.

PHILIPPE BERNOUX
CNRS, Université Lyon 2

internationalisms," highlight new and controversial issues for global solidarity building and make "constructive proposals for the future." Featuring thirteen original chapters from mainly within and around the tradition(s) of Marxism, the book not only bridges the theoretical/empirical and academic/activist divides, but also the "North/South" divide as well, assembling contributors from across Asia, Europe and the Americas.

In part one, entitled "New Developments in Trade Union Internationalism," many authors openly question whether the traditional and still dominant form of labour internationalism—international trade unionism—is suited to what